DOMINIQUE TRIMBUR

APERÇU HISTORIQUE DU LEVANT, 1840–1948

Le bref aperçu historique du Levant que nous présentons dans les pages qui suivent a pour unique ambition de préciser le cadre chronologique des études de cas détaillées qui forment le corps du présent volume. De fait, il ne peut s'agir ici d'entrer dans les détails de la chronologie, ou de refaire en quelques pages ce que de nombreuses études ont déjà brillamment précisé. Parmi une production internationale très volumineuse, l'école française relative à l'histoire du Levant s'est ainsi enrichie ces dernières années, grâce à l'historien Henry Laurens, de synthèses très conséquentes: celles-ci concernent à la fois les deux principales zones géographiques de la région, Syrie-Liban d'une part, Palestine de l'autre, comme les débats et événements qui les ont marquées¹.

Pourquoi avoir choisi la périodisation 1840–1948?

Sans vouloir effectuer des amalgames rapides, il est possible d'indiquer que les événements qui affectent la Palestine dans ce long siècle conditionnent en grande partie l'évolution de la région: c'est d'une part l'«invention de la Terre Sainte», au début des années 1840, et d'autre part la création de l'État d'Israël en 1948; deux événements qui bouleversent la zone et consacrent définitivement son entrée au cœur des relations internationales.

Quelle est la situation de 1840?

L'ensemble de la région est alors sous la domination de l'Empire ottoman. Cet Empire, qui ne va pas tarder à devenir l'«homme malade de l'Europe», constitue alors une entité politique globale. De fait, on n'y enregistre pas de découpage entre États comme c'est le cas à l'heure actuelle, situation issue de l'immédiat après Deuxième Guerre mondiale; la liberté de circulation est relative entre les différentes provinces; et les premiers signes d'effritement global sont enregistrés.

Le Levant est constitué de la Syrie, du Liban, et de la Palestine, avec un découpage régulier de la carte administrative. À partir des premières décennies

¹ On notera ici les principales contributions de Henry LAURENS: sur la Syrie et le Liban: *Le royaume impossible – La France et la genèse du monde arabe*, Paris 1990; *L'Orient arabe – Arabisme et islamisme de 1789 à 1945*, Paris 1993. Sur la Palestine: *Le retour des exilés – La lutte pour la Palestine de 1869 à 1997*, Paris 1998; *La question de Palestine, Tome Premier 1799–1922, L'invention de la Terre Sainte*, Paris 1999, et *Tome Deuxième 1922–1948, Une mission sacrée de civilisation*, Paris 2002.

du XIX^e siècle, cette région fait de plus en plus l'objet de l'attention des grandes puissances de l'époque. De ce point de vue, les interventions extérieures se multiplient à partir des années 1840: à la suite de l'aventure de Bonaparte, avec son incursion en Palestine en 1799, bref passage raté en annexe de son aventure égyptienne, il y a développement de l'intérêt et de la présence européenne dans la région. Ces éléments sont notamment issus de la politique d'ouverture de la part des Égyptiens qui contrôlent la région de 1830 à 1840; ils tranchent nettement avec le contexte qui avait dominé jusque-là, puisque cette partie de l'Empire ottoman avait été plutôt fermée au monde extérieur, et partant était tombée dans un certain oubli.

I. De 1840 à 1914: le temps de la modernisation

On assiste donc, à partir de 1840, à une renaissance: cette »redécouverte de la Terre Sainte«, selon un historien israélien², illustre à la fois le romantisme dominant en Europe, mais aussi le réveil religieux qui marque le Vieux continent à la suite des bouleversements révolutionnaires. Toutefois, l'intérêt européen pour le Levant est bien aussi une autre forme de colonialisme, voire d'impérialisme, selon un historien allemand³. Dans tous les cas, cette période marque pour le Levant, à l'instar de tout l'Empire ottoman, l'entrée dans une période agitée, dont les effets se font naturellement encore ressentir à l'heure actuelle.

Ce bouleversement est lui-même la traduction d'une »rencontre« entre Occident et Orient. La perception favorable est que cette rencontre permet de réveiller l'Orient, lui qui s'était endormi après l'épisode des Croisades, sept siècles plus tôt. La perception négative en est que par là l'Occident tente d'imprimer à l'Orient un ordre européen, en l'incluant dans un système de pensée qui ne lui correspond pas⁴. Pour les romantiques toutefois, dont la naïveté peut illustrer la bonne conscience européenne de ce moment, cette rencontre ne doit pas se faire en sens unique: en allant en direction de l'Orient, il

² Yeoshuah BEN ARIEH, *The Rediscovery of the Holy Land in the Nineteenth Century*, Jérusalem, Détroit 1979.

³ Voir Heinz GOLLWITZER, *Deutsche Palästinafahrten des 19. Jahrhunderts als Glaubens- und Bildungserlebnis*, in: Bernhard BISCHOFF et al., *Lebenskräfte in der abendländischen Geistesgeschichte – Dank- und Erinnerungsgabe an Walter Goetz zum 80. Geburtstag am 11. November 1947* dargebracht, Marburg/Lahn 1948, p. 286–324.

⁴ Edward SAÏD, *L'Orientalisme – L'Orient créé par l'Occident*, Paris 1980; thématique reprise in: *Culture et impérialisme*, Paris 2000.

y a aussi pour eux volonté de redynamiser l'Occident, de le faire profiter des valeurs propres à l'Orient que l'on redécouvre à ce moment⁵.

La rencontre ne s'effectue toutefois pas seulement dans le domaine des idées: elle se réalise aussi sur le terrain politique, géopolitique, avec la montée de prétentions concurrentielles de la part des grandes puissances de l'époque. Se pose alors la «question orientale», dont l'une des illustrations est la guerre de Crimée (1853-1856); mais aussi, et de plus en plus, celle du devenir de l'Empire ottoman en général.

Cela aboutit à un double mouvement. C'est d'une part une modernisation de l'Empire ottoman, effectuée sous la pression des puissances européennes, soucieuses d'améliorer le sort de leurs clientèles, notamment les populations chrétiennes et juives, jusque-là figées dans leur statut de minorité politique. Ces réformes (*tanzimat*) provoquent naturellement une réaction face aux bouleversements qu'elles suscitent, en particulier de la part des plus conservateurs dans les cercles dominants de la Sublime Porte: ceux-ci, désireux de préserver ce qui reste de la grandeur perdue de leur Empire, ne peuvent se satisfaire des dominations étrangères de facto auxquelles ces réformes donnent naissance.

Si l'État ottoman peut profiter de ces réformes pour assurer relativement sa survie, celles-ci sont à double tranchant. De fait, dans son souci de perpétuation, l'Empire ottoman s'affaiblit lui-même: cette période se traduit en effet par l'accroissement des forces centrifuges, que la Porte utilise l'une contre l'autre pour atténuer les risques d'implosion. Or ces forces centrifuges sont en lien avec les puissances européennes, qui en profitent pour se ménager des positions plus stables à l'intérieur même de l'Empire. Certaines sont symboliques, d'autres bien plus concrètes. C'est ainsi que le protectorat que la France exerce à l'égard des chrétiens (sous la forme de capitulations, dont la première date du XVI^e siècle et a été conclue par François I^{er}) conduit à une utilisation pratique d'un droit d'ingérence dans l'affaire libanaise de 1860: lorsque les violences confessionnelles, notamment exercées par les Druzes à l'encontre des populations chrétiennes, aboutissent à une intervention «humanitaire» française en faveur des Maronites; intervention dont le résultat à long terme est l'autonomisation du Liban. De leur côté, les Anglais protestants apportent leur appui aux chrétiens non latins (non-catholiques) et aux Juifs; tandis que les Russes soutiennent les populations orthodoxes, notamment contre les abus du clergé grec qui les dirige.

Nolens volens, en fonction de la répartition géographique des différentes populations en question, cette période aboutit à l'établissement de zones d'influence, réparties entre les puissances. Mais pour le moment, il ne s'agit pas d'une ingérence concrète sur le terrain, qui notamment se traduise par une présence militaire: de fait, les puissances européennes s'entendent pour ne pas

⁵ Voir Jean-Claude BERTHET (éd.), *Le voyage en Orient, Anthologie des voyageurs français dans le Levant au XIX^e siècle*, Paris 1985.

accélérer la déliquescence de l'Empire. C'est ainsi que le Traité de Paris qui suit la guerre de Crimée évite un découpage territorial défavorable à la Sublime Porte; et dans les faits la région est de plus en plus intégrée à l'Empire ottoman, comme résultat des réformes centralisatrices d'après 1860 qui aboutissent à l'alphabétisation des populations, à leur autonomie dans certains cas, et au total à la montée d'une identité turque, dont la composante principale est voulue comme musulmane.

Dans ce contexte, et plus précisément, les puissances européennes désirent exercer une influence, «libérer» les populations en leur apportant la civilisation et en leur permettant de retrouver leur grandeur perdue; mais elles n'expriment pas, pour le moment, de réelles prétentions politiques. Leur souci de préserver le statu quo passe néanmoins par une mainmise sur cet «homme malade», en vertu de ce qu'un élément faible mais cohérent vaut mieux qu'un empire éclaté incontrôlable. Cette mainmise passe par des jeux d'intérêt économique, notamment en Syrie, ou symbolique, en Palestine.

Comme résultat de cette multiple évolution, les aspirations nationales des populations locales se manifestent surtout à la fin du XIX^e siècle. C'est d'une part une forte affirmation émanant des Arabes, et cela en dépit du contrôle autoritaire ottoman, comme du souci de la Porte de développer une identité commune qui rassemble les différentes populations. Cette évolution a lieu en Syrie, comme en Palestine⁶. Le nationalisme arabe est soutenu par les Britanniques, Londres jouant dès cette époque avec l'idée d'un royaume arabe. Et les Français ne sont pas en reste, puisque la nostalgie arabe est au programme du Congrès syrien de Paris, qui se réunit en 1913.

Pour sa part, la montée du sionisme s'affirme à la fin du XIX^e siècle. Ce mouvement national s'illustre d'abord par un sionisme pratique, en parallèle aux premières vagues d'immigration, à partir de 1882; il est ensuite théorisé, ce qui passe par les œuvres de Herzl, en particulier «L'État des Juifs» (1896), par les congrès sionistes (dont le premier se réunit à Bâle en 1897), et enfin par de premiers projets concrets visant à l'établissement d'un État juif, sur la base des colonies juives, au début du XX^e siècle⁷.

Le nationalisme juif, qui bénéficie de l'accord implicite ou explicite de plusieurs États européens, sans réel engagement toutefois (Grande-Bretagne, mais surtout Allemagne), suscite à son tour les inquiétudes arabes. Et face à cela, le pouvoir turc, qui refuse toute idée d'État juif, et désireux de permettre une immigration juive seulement de manière dispersée, se revigore également. La révolution jeune turque de 1909 a ainsi clairement pour but de renforcer le

⁶ En dépit de ce qu'on a longtemps considéré que le nationalisme arabe en Palestine ne s'était développé que plus tard, notamment en réaction face à la montée du nationalisme juif.

⁷ Voir la monumentale synthèse de Georges BENSOUSSAN, *Une histoire intellectuelle et politique du sionisme 1860–1949*, Paris 2002.

pouvoir central. Or dans un perpétuel mouvement d'aller-retour, cette évolution jacobine, choisie pour régler une fois pour toutes les problèmes de l'Empire, provoque à son tour la montée de la revendication arabe.

Avant la Première Guerre mondiale, tout est donc en place et n'attend que le déclencheur que va constituer le conflit généralisé.

II. De 1914 à 1922: la Première Guerre mondiale comme fracture

Dans les nombreuses études consacrées à la Première Guerre mondiale, le Levant comme théâtre d'opérations est souvent considéré comme une simple annexe de la conflagration qui affecte le continent européen. Si certes les faits d'armes et la stratégie ne permettent guère une assimilation avec le reste du conflit, la Première Guerre mondiale joue bien un rôle fondamental pour l'évolution de la région: il est à ce titre éloquent que ses conséquences portent jusqu'à l'heure actuelle.

La situation militaire explique l'implication de la région dans la guerre, et les bouleversements qui s'en suivent. C'est sur la base d'une alliance militaire secrète entre l'Allemagne et la Turquie, conclue le 2 août 1914, que l'Empire ottoman entre en guerre aux côtés des puissances centrales, au mois de novembre suivant. Cet engagement de la Sublime Porte tranche nettement avec la neutralité que les puissances occidentales, France et Grande-Bretagne, escomptaient de sa part, et à laquelle elles travaillaient activement. De fait, cette entrée en guerre suscite la surprise des puissances de l'Entente. Elle provoque l'ouverture d'un nouveau front, qui est marqué par des opérations très actives d'abord (attaques ottomanes sur Suez à la fin 1914 et au début 1915), puis par une stabilisation, avec des difficultés de la part des Britanniques à avancer en direction de la Palestine, à partir de la presqu'île du Sinaï.

Cette situation inattendue, avec l'expulsion de la région des religieux ressortissants des pays de l'Entente et la pratique d'exactions, voire de massacres, à l'encontre des populations chrétiennes⁸, et la tentative de faire de même à l'encontre des Juifs, accusés de collaboration avec les pays de l'Entente⁹, entraînent une accélération de l'histoire. Comme on vient de le voir, nombre d'éléments sont déjà en place (les nationalismes des populations locales), et le

⁸ Que l'on songe ici aux massacres perpétrés contre les Arméniens, entre autres, avec au Levant l'exécution de notables libanais, notamment chrétiens, qui avaient opté pour l'indépendance de leur région.

⁹ Tentative stoppée par les consuls allemand et autrichien en Palestine, en collaboration avec le consulat d'Espagne, le comte de Ballobar (voir Conde de Ballobar, *Diario de Jerusalén* [1914-1919], Edicion, introduccion y notas de Eduardo Manzano Moreno, Madrid 1996).

déclenchement de la guerre suscite d'intenses réflexions sur le destin de la région. Les opinions des diverses puissances font directement et logiquement suite aux idées antérieures, avec cette fois la possibilité de passer à la réalisation concrète de projets restés jusque-là dans les cartons.

Ainsi, au cours de la guerre, la Grande-Bretagne effectue des promesses multiples en vue de procéder au démantèlement de l'Empire ottoman, qui devient très rapidement l'objectif affiché de la politique de Londres. Ces promesses concernent d'une part les Arabes, en lien avec les idées préalables. En l'occurrence, les engagements politiques pris à l'égard du chérif Hussein, à travers la correspondance Hussein-MacMahon de 1915, se traduisent dans les faits par la mise en place de l'insurrection arabe dirigée contre la *djihad* proclamée par les Turcs; cette insurrection, guidée par le colonel Lawrence à l'intérieur des terres, à la tête des populations bédouines, a pour but la formation d'un royaume arabe, dirigé par le roi du Hedjaz. Par ailleurs, c'est au cours de la Première Guerre mondiale que les Britanniques se convainquent, ou sont convaincus, de l'importance que le sionisme peut représenter en terme d'action politique: persuadés progressivement que les Juifs peuvent permettre à la fois de maintenir la Russie dans la guerre, mais surtout d'engager les États-Unis dans le conflit, en faveur des pays de l'Entente, les Britanniques en arrivent à promettre aux sionistes la réalisation d'un «foyer national juif» en Palestine, aux termes de la «déclaration Balfour» du 2 novembre 1917.

De son côté, la France suit et accompagne plus ou moins la Grande-Bretagne dans ses considérations proche-orientales. S'il apparaît que ce théâtre d'opérations ne suscite l'attention ni des stratèges, ni des politiques français au cours du conflit, les intérêts traditionnels de la France demeurent vivaces dans l'esprit de certains: si la «déclaration Cambon» de juin 1917, exprimant l'intérêt de la France pour le projet sioniste, précède de quelques mois la «déclaration Balfour», il est significatif que le même jour la France se soucie de l'attitude du Vatican quant au respect de la place traditionnelle de la France en Orient, en l'occurrence du protectorat séculaire qu'elle y exerce¹⁰. C'est cette logique qui l'emporte dans les esprits français, l'appui au sionisme n'étant que de circonstance, le souci principal étant celui de la constitution d'un Grand Liban pour protéger les chrétiens et la pensée d'une Grande Syrie, incluant la Palestine, qui n'en est que la partie méridionale aux yeux des «syrianistes» français.

Désireux en apparence d'une action combinée dans cette partie du monde, les deux pays de l'Entente s'accordent sur une répartition des territoires, qui

¹⁰ Voir notre article: Une lecture politique de la mission pour l'Union: la France et la mise en place de la Sacrée Congrégation Orientale, 1917–1922, in: Chantal PAISANT (dir.), La mission en textes et en image (actes des journées d'études «Littératures missionnaires, missions et littératures», Groupe de recherches interdisciplinaires sur les écritures missionnaires, Institut catholique de Paris), Paris 2004.

est établie en mai 1916 par le biais des accords Sykes-Picot. Français et Anglais prennent alors note de l'intérêt italien pour la région, Rome étant soucieuse d'inscrire une avancée là en parallèle à sa récente politique coloniale, comme de faire pièce aux tentations monopolistiques françaises en matière de protection des intérêts catholiques. Tandis que les Russes songent à la réalisation du rêve de tous les Tsars, l'installation à Constantinople, et la reconstitution de l'ancienne Byzance.

Les puissances centrales, Allemagne et Autriche-Hongrie, après avoir longtemps été reléguées au second rang dans la concurrence internationale au Levant, et après avoir dû caresser des projets grandioses sans possibilité de les réaliser, profitent de leurs positions d'alliées de l'Empire ottoman pour passer, en partie, à la concrétisation de ces idées. Sur place désormais, avec une présence militaire aux côtés des Ottomans, elles envisagent de grands plans qui leur permettent de s'imposer à la fois en termes protestants, catholiques, et juifs. Le député du *Zentrum* Matthias Erzberger passe ainsi en Palestine et mentionne l'acquisition des Lieux Saints pour en faire don au Souverain pontife; l'archiduc d'Autriche Hubert Salvator effectue une mission dans la région en 1917, dans la droite ligne des nombreux séjours là de membres de la maison de Habsbourg; et les deux pays manifestent, tardivement (fin 1917-début 1918), leur soutien à la cause sioniste, qui doit trouver son accomplissement dans un Empire ottoman rénové. Tandis qu'une action de subversion est tentée envers les Arabes, contre les Anglais, avec pour initiateur un prêtre catholique tchèque, au service de la double Monarchie, Aloïs Musil¹¹.

Le fort développement qu'enregistrent les revendications, à présent ouvertement affichées, des puissances européennes à l'égard de cette région entraîne une accélération de la pensée nationaliste de la part des populations locales. La guerre permet en effet une clarification des positions, et chacun choisit son camp, à savoir généralement celui des puissances de l'Entente qui apparaissent de plus en plus comme devant l'emporter, et donc avec elles les revendications des différentes nationalités.

Militairement, et politiquement, ce sont effectivement les pays de l'Entente qui gagnent sur ce théâtre d'opérations. La ville de Jérusalem est prise par les Alliés dès le début décembre 1917; et au mois de septembre 1918, avec la prise de Damas, c'est la fin de la présence ottomane dans la région, après quatre siècles de domination. S'installe alors une prépondérance anglaise, en lien avec la très forte composante britannique du contingent militaire qui remporte les victoires décisives (les Français et les Italiens n'étant représentés que par un contingent fort symbolique, sans commune mesure avec leurs ambitions politiques, notamment dans le cas de la France). Une administration britanni-

¹¹ Voir notre article: Le destin des institutions chrétiennes européennes de Jérusalem pendant la Première Guerre mondiale, in: *Mélanges de Science Religieuse* 4 (octobre-décembre 2001) p. 3-29.

que est rapidement instaurée en Palestine, sous la conduite rigide du maréchal Allenby, qui ne se soucie guère des traditions françaises dans la région. Le souhait anglais de bénéficier d'une telle prépondérance également en Syrie-Liban est toutefois déjoué à la fois par les réalités géographiques (avec l'impossibilité de contrôler de vastes espaces avec de trop insuffisants effectifs britanniques) et par les impératifs stratégiques (un tampon, la Palestine, entre le canal de Suez et le reste de la région suffisant pour tranquilliser les maîtres de cette voie d'eau); ce à quoi s'ajoute la nécessité d'accommoder quelque peu les Français. Au total, après un règlement pétrolier complémentaire (l'Angleterre prenant le contrôle de la région de Mossoul), les Britanniques se retirent de la Syrie et du Liban, qui tombent alors dans l'escarcelle de la France, réalisation d'une partie des vœux ardemment proclamés à Paris au cours de la Première Guerre mondiale: la Syrie est française, résultat satisfaisant même si sa partie méridionale, qui s'affirme de plus en plus comme Palestine distincte de cet ensemble, ne l'est pas.

III. De 1922 à 1948: le temps des mandats

La fin de la Première Guerre mondiale entraîne la régulation progressive de la situation. En parallèle aux conférences internationales qui déterminent le sort de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie, l'Empire ottoman est au programme des réunions qui font soit directement suite à la défaite turque (Sèvres et San Remo en 1920), soit aux opérations militaires menées par Mustapha Kemal (conférence de Lausanne, 1923), qui annulent d'ailleurs une partie des décisions issues des premières rencontres. La division, difficile, de la Grande Syrie en plusieurs entités est consacrée par ces traités internationaux, avec les régions syriennes qui reviennent aux puissances victorieuses officiellement sous l'égide de la nouvelle Société des Nations: à la France la Syrie et le Liban, à la Grande-Bretagne la Palestine.

Cette stabilisation n'est toutefois pas sans poser un certain nombre de problèmes.

De fait, on assiste à une stabilisation, ou l'on voit se dessiner cette stabilisation dans le sens où la charte des mandats, qui est édictée dans ces différents cas, demande aux puissances tutélaires de mener les régions en question à réaliser leur épanouissement politique: comme il s'agit de populations politiquement avancées, il est clair que l'indépendance est bien l'étape qui devra être franchie le plus prochainement possible. Néanmoins, selon certains historiens, et cela correspond à une certaine réalité, la solution mandataire n'est-elle pas adoptée pour mieux cacher une politique coloniale, France et Grande-

Bretagne se réfugiant derrière la Société des Nations pour mieux réaliser leurs plans de l'époque de la guerre?

C'est face à cette stabilisation, imposée au bénéfice des puissances mandataires et proto-coloniales, que se posent rapidement des problèmes. Ceux-ci sont dus à la fois à la pré-existence de sentiments nationaux, que l'on a vus plus tôt, et à leur renforcement, en réaction à la domination des puissances mandataires et aux projets entretenus par celles-ci. De fait, les nationalités présentes dans les deux mandats ont bien le souci d'accélérer ou en tout cas de concrétiser la perspective de l'indépendance, telle qu'elle est précisée stricto sensu dans la charte mandataire.

C'est une situation de troubles qui s'installe très rapidement en Palestine. Dès 1920, les Juifs et les Arabes (chrétiens comme musulmans) s'affrontent; les Arabes ne pouvant supporter qu'une puissance étrangère, la Grande-Bretagne, leur impose un devenir dont ils ne veulent pas, puisqu'il est la promesse d'une appropriation par une population qu'ils considèrent comme étrangère, les Juifs, dans leur version sioniste. Il est d'ailleurs à noter que les Arabes de Palestine sont alors tacitement, voire explicitement soutenus par la France, qui a encore quelque mal à se résoudre à devoir perdre la Syrie du Sud que demeure encore aux yeux de beaucoup la Palestine. De ce point de vue, les revendications des éphémères comités islamo-chrétiens correspondent pour une grande partie à celles de la France, avec le souci d'écarter les Juifs, et derrière eux les Anglais, de l'administration de cette région. Et il n'est pas étonnant que les pétitions signées par ces comités, entre autres, sont envoyées au Vatican, avec pour but de prendre la défense des Lieux saints qui ne doivent pas tomber dans les mains des »déicides« juifs; des Lieux saints qui doivent résolument être garantis par leur traditionnel protecteur ... la France. Ce faisant, agissant à la fois contre les Anglais et les sionistes d'une part, et contre les relâchements du Saint-Siège et les prétentions italiennes d'autre part, les Français ne se rendent pas forcément compte qu'ils encouragent un mouvement nationaliste spécifiquement palestinien, qui se détache progressivement des revendications »grandes syriennes«.

Les troubles sont également très rapidement au programme en Syrie, cette fois directement dirigés contre la puissance mandataire, la France. Émanant notamment des Druzes, une population que Paris assimile traditionnellement à l'entrisme britannique dans la région, au moins depuis 1860, la France ne peut y voir qu'une nouvelle preuve de la contestation britannique quant au maintien d'une présence française au Moyen-Orient. Il n'en reste d'ailleurs pas moins que cette révolte est le début d'un soulèvement syrien généralisé.

Dans les deux cas, les puissances mandataires réagissent comme les vrais pays coloniaux qu'elles sont. S'installe en effet un cycle violences-répression-violences, une spirale qui s'impose pour ne plus quitter la région, on le sait. La force est appliquée en Palestine par la Grande-Bretagne, elle qui assiste à la

multiplication et à la pérennisation des violences inter-ethniques. C'est le cas en 1920, au moment des incidents dits de la *Nebi Moussa*¹²; 1929, avec la tuerie de Hébron; ou en 1936-39, avec la grande grève organisée par les Arabes de Palestine qui bloque toute l'économie du mandat. La force est aussi l'option choisie par la France en Syrie-Liban. C'est ce qu'elle fait en juillet 1920, lorsqu'elle intervient contre Faysal, qui, logiquement, après l'aventure de la guerre et les promesses qui lui ont été faites, s'est proclamé roi d'Arabie en mars de la même année; une proclamation directement dirigée contre la France et moins explicitement contre la Grande-Bretagne, puissances qui mettent à mal l'idée d'un vaste royaume arabe, et qui mène in fine à l'expulsion de Faysal (qui récupère en définitive le royaume d'Irak). La France opte également pour la violence de 1925 à 1927, lorsqu'elle exerce sa répression contre la révolte druze. Dans les deux cas, Paris perçoit presque évidemment une instrumentalisation anglaise dirigée contre elle, au nom des promesses multilatérales effectuées au cours de la guerre et du souci britannique d'exercer un monopole d'influence dans la région (Londres ayant alors la haute main sur l'Égypte, la Transjordanie, l'Irak et la Perse, entre autres).

La force n'est toutefois qu'une facette de la réaction des puissances mandataires face à la montée des revendications contradictoires dans les régions sur lesquelles elles exercent leur contrôle. De fait, la multiplication des violences entraîne in fine la nécessité de trouver un *modus vivendi*.

Le cas le plus connu, parce que le plus douloureux et parce que ses conséquences se font encore sentir aujourd'hui, est la Palestine. De fait, face aux violences répétées et toujours plus vives, et à l'impossibilité de tenir à terme un pays par la force, Londres multiplie l'envoi de commissions. Celles-ci, le plus souvent consécutives aux incidents et échauffourées susmentionnés, émettent des rapports multiples. En parallèle aux comptes rendus réguliers remis à la Commission des mandats de la Société des Nations, ces documents constituent de très précieuses sources de renseignements sur la situation du pays. D'une part ils constatent les faits accomplis: ils reviennent par exemple sur l'exclusivisme juif qui s'impose en lien avec le renforcement du sionisme; sur le développement d'institutions pré-gouvernementales émanant des organisations sionistes; ou enfin sur l'augmentation rapide de la population arabe qui devient un facteur progressivement plus important pour la réalité du pays. Au-delà de cette simple constatation des faits, et ce n'est pas la moindre de leurs vocations, ces rapports tentent aussi d'imaginer les moyens de mettre fin au cycle de la violence: si les solutions préconisées n'hésitent pas à entrer en collision les unes avec les autres, et si les rapports des commissions ne valent souvent pas plus longtemps que le temps de leur publication, ils ont tous pour

¹² Du nom du pèlerinage musulman au tombeau de Moïse, près de Jéricho, qui donne traditionnellement lieu à des regroupements houleux de foule à Jérusalem.

but la préparation de l'avenir, ce qui suppose en réalité le retour aux termes de la charte du mandat.

Face à l'aggravation de la situation, avec le caractère de plus en plus impossible d'une solution à l'amiable, la commission Peel suggère, en 1937, une partition de la Palestine: celle-ci impliquerait la création de deux États séparés, l'un arabe, l'autre juif, la ville de Jérusalem bénéficiant d'un statut spécial en raison de son essence même. Si ce dernier rapport produit ce qui pourrait être une véritable solution, le projet n'aboutit pas pour autant, en raison des oppositions locales. Ce nouvel échec entraîne de nouvelles violences, si d'ailleurs la réflexion de la commission Peel les avait un tant soit peu arrêtées. Et en 1939, constatant une nouvelle fois le caractère insoluble de la situation, la Grande-Bretagne doit mettre un terme radical à ses engagements précédents: c'est le Livre blanc, dont la caractéristique principale est une limitation drastique de l'immigration juive, elle qui semble à l'origine de la violence arabe contre les Juifs et les Anglais.

En Syrie-Liban, le compromis s'impose également au mandataire français. Certes la situation est bien moins explosive qu'en Palestine; mais, après de multiples essais politiques (notamment le découpage du pays en plusieurs États, et la pratique d'un clientélisme fort en faveur des chrétiens), et en vertu de la foi française en ce que le nationalisme arabe est entretenu par la Grande-Bretagne (créant ainsi un blocage constant et une radicalisation de la vie politique syrienne), Paris se décide à aller dans le sens de ce que lui demande au sens propre la charte du mandat: c'est la conclusion avec les populations locales d'accords d'indépendance, dont la signature date de 1936. Le processus est néanmoins bloqué par le parlement français, qui ne s'en accommode guère, mais surtout par le déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale: l'intérêt stratégique entraîne la suspension de tout dégagement français de cette région, à l'instar de ce que pratiquent les Britanniques en Égypte au même moment.

La période mandataire, avec la prédominance de deux des puissances européennes qui avaient manifesté de l'intérêt pour le Levant avant la Première Guerre mondiale, enregistre néanmoins encore l'activité d'autres pays.

Certes, certains rivaux sont à peu près définitivement écartés à la suite de la Première Guerre mondiale. Il en va ainsi de la Russie dont les revendications relatives à l'orthodoxie, mâtinées d'ambitions visant Constantinople, sont définitivement mises à mal par la défaite militaire et, suite à la Révolution d'octobre, par la victoire d'un communisme particulièrement anticlérical¹³. Il en va aussi de l'Autriche-Hongrie, dont les revendications concentrées notamment sur le catholicisme sont abattues par la défaite militaire et la fin de la

¹³ Il faut attendre la mobilisation de toutes les forces de l'URSS, y compris de l'Église orthodoxe, au cours de la Deuxième Guerre mondiale, pour voir remises au goût du jour les valeurs qui avaient constitué la base de la présence impériale russe en Palestine.

monarchie, dont la facette liée à l'exercice d'une royauté sur Jérusalem avait justifié une présence importante sur place.

Quant à elle, après un moment de retrait total, à la suite immédiate de la Première Guerre mondiale, l'Allemagne revient progressivement sur le terrain du Levant. Elle, dont la présence économique ne s'est jamais démentie, opte tout d'abord pour une action par le biais culturel, confiante qu'elle peut être en l'attachement des sionistes aux valeurs germaniques, sinon allemandes, qui portent le mouvement fondé par Herzl et continué par des Juifs allemands¹⁴. L'adoption de l'antisémitisme comme doctrine étatique dans l'Allemagne hitlérienne guide en grande partie l'attitude des nazis à l'égard d'une Palestine juive de plus en plus présente: s'il est possible pour eux de s'entendre avec les sionistes, lorsqu'il s'agit d'encourager à la fois l'émigration des Juifs allemands et l'essor du commerce allemand en Palestine¹⁵, une solidarité s'installe progressivement avec les Arabes de Palestine, eux qui en principe peuvent efficacement lutter contre un État juif qui d'une part attire les suffrages de Berlin, puisqu'une telle entité peut être la solution à la «question juive», mais risque en même temps de devenir le centre de la «conjuración mondiale» qui focalise les fantasmes des nazis. Mais surtout les nazis voient en les Arabes de Palestine un groupe dont les ambitions nationales peuvent directement mettre à mal la toute puissance britannique au Proche-Orient et en Méditerranée. Soucieuse d'étendre son «espace vital» sur le continent européen, l'Allemagne nazie n'a toutefois pas de véritable idée de la Méditerranée: ce n'est qu'au moment de la Deuxième Guerre mondiale qu'une option pro-arabe l'emporte, mais cela arrive trop tard pour que Berlin puisse jouer là un quelconque rôle.

C'est pour cela que, dans une sorte de répartition des rôles, Hitler laisse les mains libres à son homologue italien, Mussolini. À ce titre, l'Italie fasciste fait feu de tout bois: elle poursuit la politique italienne traditionnelle au Levant, soucieuse de préserver voire d'agrandir sa représentation au sein des missions et institutions catholiques, pour damer le pion aux Français. Elle s'entend avec les sionistes en vertu de la réalisation de l'ambition nationale qu'ils représentent, mais surtout parce que le mouvement fondé par Herzl peut constituer un biais supplémentaire et venir en aide aux ambitions coloniales italiennes en Méditerranée orientale; et cela bien entendu en contradiction avec les intérêts britanniques. L'action italienne au Levant, en faveur des Juifs, n'est alors que le reflet de l'appui qu'elle offre à leurs coreligionnaires sur tout le pourtour méditerranéen, en voulant leur inculquer les valeurs de la nouvelle Italie. Mais la Rome fasciste mène décidément une politique tous azimuts, puisque Musso-

¹⁴ Voir notre article: La politique culturelle extérieure de l'Allemagne, 1920-1939, Le cas de la Palestine, in: *Francia* 28/3 (2001) p. 35-73.

¹⁵ C'est ce qui est pensé dans l'accord de transfert signé en 1933 (voir à ce propos Francis R. NICOSIA, *The Third Reich and the Palestine Question*, Austin 1985; ou Yéhouda BAUER, *Juifs à vendre? Les négociations entre nazis et juifs 1939-1945*, Paris 1996).

lini, qui reçoit et encourage dans cette période à plusieurs reprises le leader sioniste Haïm Weizmann, vient aussi en aide aux revendications nationalistes arabes, en Palestine comme en Syrie-Liban, à l'encontre des puissances mandataires¹⁶.

IV. La Deuxième Guerre mondiale et ses suites

Après un entre-deux-guerres particulièrement troublé, la période la Deuxième Guerre mondiale est, paradoxalement, synonyme de pause dans l'agitation politique du Levant. Elle correspond en effet à une atténuation relative dans les revendications des populations locales, et donc à une accalmie générale.

Cette constatation est particulièrement vérifiée pour la Palestine: on enregistre là une suspension des actions les plus violentes, qui détonne après la forte radicalisation enregistrée de part et d'autre dans les années précédant immédiatement le conflit.

Elle n'est qu'en partie vérifiée pour la Syrie et le Liban, avec une situation politique globale qui fait que l'on se concentre sur d'autres problèmes: au cours du printemps et de l'été 1941, c'est notamment l'éviction par la force des autorités de Vichy qui dirigent le pays après la défaite de la France, à la suite de l'autorisation donnée aux avions allemands de se poser sur les aéroports syriens pour aider les insurgés irakiens, contre les autorités britanniques.

De leur côté, les adversaires des puissances mandataires, Allemagne et Italie, précisent quelque peu leurs idées, mais l'Italie en particulier ne peut jamais vraiment mettre à mal la prédominance franco-britannique.

Celle-ci est bien plus mise en cause après la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Cette période correspond à la reprise et à l'accélération des problèmes qui s'étaient posés avant le conflit et qui n'avaient pas été résolus; comme si la pause du temps de guerre provoque une radicalisation d'autant plus dramatique après la fin du conflit. Et de fait, les hostilités mondiales terminées, la France et la Grande-Bretagne ne peuvent passer à côté de leurs responsabilités.

En Palestine, la violence reprend immédiatement. Elle est d'une part, comme avant la guerre, inter-ethnique, avec poussée des agressions mutuelles entre Juifs et Arabes. Mais d'autre part, caractéristique nouvelle, elle est désormais notamment dirigée contre la puissance mandataire: en témoigne principalement l'attentat meurtrier perpétré contre l'administration britannique abritée à l'hôtel King David de Jérusalem, en juillet 1946.

¹⁶ Là, certains partis fascistes arabes disposent très tôt de l'appui financier de Rome (voir Renzo DE FELICE, *Il Fascismo e l'Oriente - Arabi, Ebrei e Indiani nella politica di Mussolini*, Bologne 1988).

Dans cette situation, qui rend de plus en plus fragile et impossible la position de la Grande-Bretagne, ce sont les États-Unis qui apparaissent comme le recours. C'est sous leur égide que l'ONU, succédant à la SDN, prend les affaires en main. La réflexion qui y est menée aboutit au vote, en novembre 1947, d'un plan de partition de la Palestine, qui propose les mêmes modalités que le plan Peel de 1937. Dans ces conditions, Londres peut se défaire de sa lourde responsabilité et d'un territoire devenu ingérable: le gouvernement britannique annonce que la Grande-Bretagne va abandonner son mandat le 15 mai 1948. À la veille du départ du dernier soldat britannique, les sionistes, en la personne de David Ben Gourion, proclament l'État juif, qui doit s'étendre sur le territoire envisagé par le plan de partition. Dès le lendemain, les États arabes déclarent la guerre à la nouvelle entité. La Palestine/Israël/Terre Sainte entre alors dans une époque nouvelle, bouleversement politique qui n'est pas synonyme de fin de l'histoire, bien au contraire.

En Syrie-Liban, l'arrivée des Gaullistes au pouvoir, en juillet 1941, doit être synonyme de la réalisation des engagements de 1936. De fait, les nouvelles autorités annoncent vouloir établir l'indépendance des deux pays, conformément aux accords signés par le Front populaire. Mais là encore il y a une différence de rythme entre les différentes parties. De ce fait, les années qui suivent ne sont pas dénuées de violence, émanant de l'une ou de l'autre: le gouvernement français n'hésite ainsi pas, comme dans d'autres régions sous sa domination, en l'occurrence l'Afrique du Nord, à procéder au bombardement de Damas, en 1945; avec une singulière répétition, puisque la même méthode avait été de mise en 1925. Également confrontée à une position impossible, et placée devant ses responsabilités, la France ne peut que proclamer l'arrivée à terme de son mandat: en vertu de l'accord de 1936, le Liban et la Syrie deviennent des États souverains en 1946. Nouveaux éléments de la vie politique régionale, c'est à ce titre qu'ils participent à la campagne arabe contre Israël, à partir de mai 1948.

Historischer Überblick der Levante, 1840–1948

In der Zeit zwischen 1840 und 1948 erfährt die Levante, und insbesondere Palästina, eine Beschleunigung ihrer Geschichte. Nach einer langen, sehr ruhigen Phase verabschiedet sich die Region von ihrem Status einer entlegenen Provinz des osmanischen Reiches und kehrt, fast neunhundert Jahre nach den Kreuzzügen, auf verblüffende Art und Weise auf die internationale Bühne zurück. Dies geht mit einer bedeutenden Entwicklung vor allem in wirtschaftlicher und kultureller Hinsicht einher. Jedoch werden gleichzeitig auch nationalistische Ambitionen der lokalen Bevölkerungen geschürt, die die Region anhaltend in ein Klima der Gewalt versetzen.